

pour s'adapter à la nouvelle situation. La brusque élévation du degré de combativité et du niveau politique de la classe ouvrière les laisse dans un premier temps désarmées.

L'entrée en lutte de dix millions de travailleurs en mai, le niveau politique du mouvement étudiant avait d'emblée déplacé la lutte, créant un décalage considérable entre l'état d'esprit de la classe ouvrière et la volonté des bureaucrates d'en rester à un conflit « syndical ». A l'opposé, les idées « gauchistes » étaient en harmonie avec la situation.

Les étudiants avaient d'emblée posé la question du régime et l'avaient fait reculer. Aussi la propagande politique, antiparlementaire qu'ils développaient, au moment où de Gaulle était vacillant, recevait-elle un accueil favorable dans la classe ouvrière.

Par la suite, des illusions se sont créées sur le décalage entre la classe ouvrière et ses directions. On a souvent parlé d'une période « avant mai » où le P.C.F. contrôlait la classe ouvrière, et une période « après mai », où son influence serait extrêmement limitée, sans comprendre que *la facilité de la jonction étudiants-ouvriers était due en premier lieu à la période de crise* et non à une rupture définitive de la classe avec ses organisations.

Il est nécessaire d'apprécier l'importance relative des deux facteurs.

La crise, déjà entamée avant mai, s'est accentuée très fortement dans les organisations staliniennes, majoritaires dans le mouvement ouvrier.

Cette crise s'est traduite à la fois par une perte d'influence de la C.G.T. et du P.C.F. et par une perte de prestige de la direction vis-à-vis des militants des organisations.

Cette perte de prestige est apparue au cours des élections professionnelles dans les grandes entreprises. Partout, et en particulier dans ses « bastions traditionnels » (le cas de Renault est particulièrement significatif), la C.G.T. régresse. Cette régression considérable (10-14 %), surtout au profit de la C.F.D.T., si elle implique une mystification sur la nature de la direction Descamps, est fondamentalement positive : elle exprime la volonté de soutenir ceux qui (apparemment) en mai voulaient aller plus loin, manifestaient leur solidarité avec le mouvement étudiant contre ceux qui ont, de manière évidente, saboté le mouvement.

Parallèlement, la crise s'est étendue à l'intérieur du P.C.F. et de la C.G.T. (militants C.G.T. quittant le P.C.), cartes déchirées, non reprises, et s'est trouvée renforcée par l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie.

Il existe aujourd'hui, dans la base du P.C.F. et de la C.G.T., une opposition larvée, écœurée par la politique de plus en plus droitière du Parti, ébranlée par l'affaire tchécoslovaque, même numériquement restreinte, cette apparition est pour nous capitale : il en sortira des militants bénéficiant d'un acquis politique que n'ont pas les militants issus de mai.

Enfin, l'échec de la tentative de regrouper les jeunes, malgré les moyens mis en œuvre par la direction de la C.G.T., laisse celle-ci en mal de jeunesse.

La C.F.D.T. s'est renforcée en influence et en militants, mais son recrutement « gauchiste » et l'absence d'un appareil aussi structuré que celui de la C.G.T., prépare des jours difficiles à la direction Descamps. (Nous manquons à l'heure actuelle d'informations sur cette centrale dont l'étude doit être entreprise rapidement.)